

CHAPITRE 7

Les communications électroniques outre-mer

4

Partie

L'application du CPCE en outre-mer

Les dispositions législatives et réglementaires prévues par le code des postes et des communications électroniques, en matière de communications électroniques, sont applicables de plein droit dans les départements d'outre-mer (DOM) et régions d'outre-mer (ROM) – Guadeloupe, Guyane, Martinique, la Réunion – et dans certaines collectivités d'outre-mer (COM) – Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin. En revanche, dans les autres COM – Polynésie, Wallis-et-Futuna – et dans les collectivités *sui generis* – Nouvelle-Calédonie, TAAF¹ –, ces dispositions ne le sont que sur mention expresse d'un texte².

A. Le point sur les marchés

1. Le haut débit

1.1 Marchés de détail du haut débit : la situation se rapproche de la métropole

Les consommateurs ultra-marins n'ont pas toujours eu accès au même niveau d'offres haut débit que les consommateurs métropolitains ; des offres plus chères et moins diversifiées ont eu pour conséquence un taux de pénétration plus faible. Ce décalage s'explique par des surcoûts structurels liés à la remontée du trafic des départements d'outre-mer (DOM) vers la métropole, mais également par le contexte concurrentiel local spécifique.

Bien qu'un décalage subsiste, il s'est sensiblement estompé ces dernières années, en raison :

- ◆ de la commercialisation d'offres plus riches ;
- ◆ de l'arrivée de nouveaux fournisseurs d'accès ;
- ◆ d'un taux de pénétration plus élevé du haut débit.

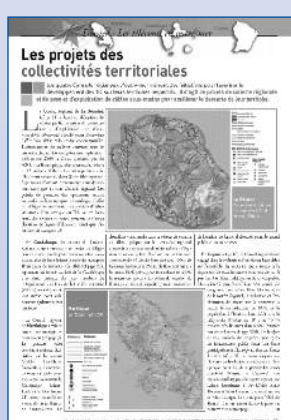
La part de marché des opérateurs alternatifs demeure toutefois limitée et des améliorations sur la qualité de service des offres de gros de France Télécom sont attendues.

1 - Les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) sont soumises au principe de spécialité législative, selon l'article 1-1 de la loi n° 55-1052 du 6 août 1955. Les lois et règlements, y compris les dispositions du CPCE, n'y sont alors applicables en principe que sur mention expresse.

2 - Sauf sur l'île de Clipperton, qui certes ne relève d'aucune des catégories constitutionnelles susvisées et appartient à l'outre-mer, mais dispose d'un statut proche de l'administration directe. L'article 9 de la loi n° 55-1052 du 6 août 1955 prévoit que "les lois et règlements sont applicables de plein droit dans l'île de Clipperton".



En 2008, l'Autorité a consacré un numéro de sa Lettre aux télécoms en outre-mer³.



3 - Lettre n°61 de mai-juin 2008 disponible en annexes et sur le site de l'Autorité : http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/lettre61.pdf.

1.1.1 Des offres plus riches, mais encore chères

Le surcoût lié à l'éloignement des DOM avec la métropole est répercuté par les opérateurs sur leurs tarifs de détail. Même si certaines offres récentes se rapprochent des tarifs métropolitains, ces offres haut débit en outre-mer sont proposées à des tarifs supérieurs à ceux de la métropole.

En effet, les offres *triple play* disponibles en zones dégroupées sont commercialisées autour de 30 € en métropole contre 55 € pour un accès simple à Internet illimité dans les DOM. Le même forfait, avec appels locaux et vers la métropole en illimité, est vendu autour de 65 €. C'est la raison pour laquelle, afin de réduire leur facture mensuelle, les consommateurs optent souvent pour des offres plus limitées, tant sur le volume de téléchargement que sur les services offerts.

Depuis 2008, les consommateurs d'outre-mer bénéficient d'offres haut débit *triple play* en zones dégroupées (accès illimité à Internet, téléphonie illimitée en voix sur large bande et une offre de télévision), et *double play* en zones non dégroupées. Ces offres ne sont néanmoins pas encore généralisées sur l'ensemble des DOM.

1.1.2 Croissance du taux de pénétration du haut débit

Le taux de pénétration du haut débit par foyer – c'est-à-dire le nombre d'accès DSL ramené au nombre de lignes principales – a significativement augmenté en un peu plus de trois ans, passant de 12 % en juillet 2005 à 36 % en octobre 2007, puis à 45 % en décembre 2008. Dans la même période, la pénétration du haut débit sur l'ensemble du territoire national est passée de 24 % à 52 %.

L'écart entre la métropole et les DOM dans le secteur des télécommunications, même s'il subsiste à ce stade, s'est sensiblement réduit au cours de ces dernières années.

1.1.3 Vers une plus forte intensité concurrentielle ?

Au 31 décembre 2008, France Télécom détient en moyenne 70 % des accès haut débit vendus sur les marchés de détail résidentiel et professionnel, contre 80 % un an plus tôt, avec quelques disparités selon les DOM. La part de marché de France Télécom est notamment légèrement plus élevée en Guyane où, malgré un taux de pénétration historiquement plus important que dans les autres DOM, les opérateurs alternatifs ont plus de difficultés.

La part de marché de l'opérateur historique dans les DOM est globalement la même que celle qu'il détenait à l'automne 2002 sur l'ensemble du territoire français. Depuis, cette dernière a beaucoup baissé, pour se stabiliser, à l'été 2004, à une valeur légèrement inférieure à 50 %. Dans le même temps, la part de marché de France Télécom est restée stable dans les DOM.

Ce retard dans le développement de la concurrence pourrait se réduire avec l'accroissement de l'intensité concurrentielle sur les marchés de détail du haut débit dans les DOM observé récemment. En effet, désormais, outre France Télécom et Outremer Télécom, un troisième acteur se positionne sur l'ensemble des quatre DOM. Il s'agit de Mediaserv, filiale du groupe Loret qui construit, via ses filiales MCN ou Global Caribbean Network notamment, des câbles sous-marins permettant de desservir les DOM.

1.2 Une régulation axée sur le marché de gros

La régulation du haut débit se concentre sur les marchés de gros du dégroupage et des offres de gros d'accès activés livrés à un niveau infranational.

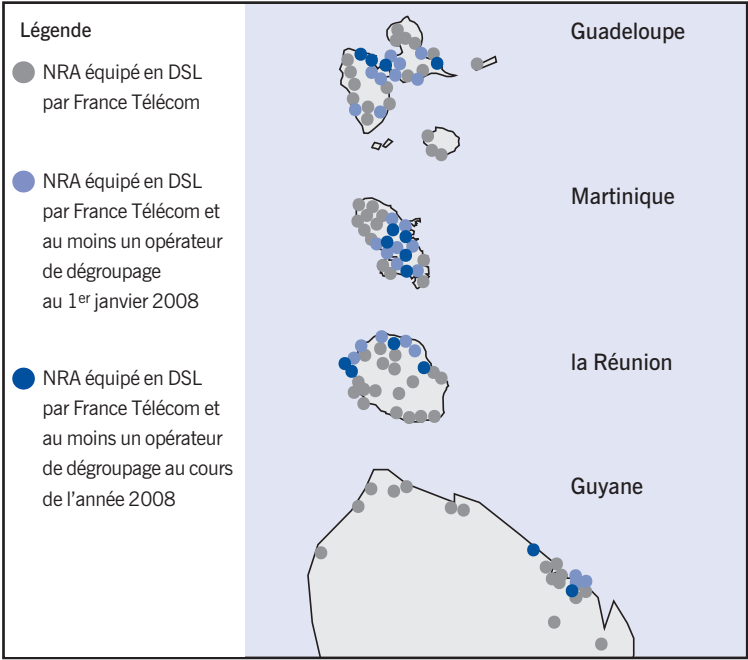
L'Autorité a encadré cette régulation en se fondant sur ses décisions d'analyse de marché de 2005 et de 2008⁴ délimitant un marché pertinent national sur lequel France Télécom exerce une influence significative. La régulation en matière de haut débit s'applique ainsi aux DOM de la même manière qu'en métropole. Les offres de gros disponibles sont donc identiques, notamment :

4 - Décisions de l'ARCEP
n° 05-0275 et n° 05-0278
du 19 mai 2005,
et n° 08-0835
et n° 08-0836
du 24 juillet 2008.

- ◆ le dégroupage total ;
- ◆ le dégroupage partiel ;
- ◆ l'offre "DSL Access" (offre de gros d'accès activé nécessitant un accès disposant d'un service téléphonique commuté classique) ;
- ◆ l'offre "DSL Access only" (offre de gros d'accès activé pour les accès sans service téléphonique commuté classique).

Par ailleurs, dans le cadre de travaux multilatéraux et de ses activités de régulation opérationnelle, l'Autorité a obtenu de France Télécom que l'ensemble des offres de garantie de temps de rétablissement soit disponible à compter du premier trimestre 2008 pour permettre aux opérateurs alternatifs de proposer aux clients professionnels des offres sur DSL.

Au 31 décembre 2008, le nombre de répartiteurs dégroupés dans les DOM permet de couvrir 76 % de la population en dégroupage. Pour permettre l'extension du dégroupage, France Télécom propose l'offre de raccordement des répartiteurs distants en fibre noire dite location fibre optique (LFO). Cette offre a été principalement utilisée en Guadeloupe en raison de l'absence de réseau de collecte public ou de projets de collectivités.



Améliorer la qualité de service du haut débit dans les DOM

Le 19 mars 2009, France Télécom a pris devant l'Autorité de la concurrence des engagements afin d'améliorer la qualité des services rendus dans les DOM aux opérateurs tiers.

L'opérateur Mediaserv avait saisi l'Autorité de concurrence en 2008, dénonçant notamment *"l'absence de services nécessaires au maintien du bon fonctionnement du haut débit dans les DOM, du fait notamment du décalage horaire existant entre les Caraïbes et la métropole"*. En effet, pour proposer des abonnements Internet à leurs clients, les opérateurs ultramarins doivent utiliser le réseau de l'opérateur historique.

L'Autorité de la concurrence a estimé qu'*"une qualité de service dégradée des offres de gros de haut débit dans les DOM peut créer, aux dépens des nouveaux entrants, une distorsion de concurrence sur le marché de détail, et ce d'autant plus que France Télécom détient une part de marché de l'ordre de 75% dans les DOM"*.

Pour pallier ces dysfonctionnements, France Télécom s'est donc engagé à mettre en place une cellule spécifique de prise en charge des incidents, dédiée aux opérateurs présents dans les Caraïbes (Guadeloupe, Guyane et Martinique), et à nommer un représentant à la Réunion.

2. Les marchés mobiles

2.1 Les parts de marché des opérateurs mobiles outre-mer au 31 décembre 2008

	Marché grand public		Parc prépayé		Parc postpayé	
	Total clients	Parts de marché	Total clients	Parts de marché	Total clients	Parts de marché
Zone Antilles-Guyane						
Orange Caraïbe	509 322	45,3 %	212 909	37 %	296 413	54,1 %
Digicel	417 309	37,1 %	288 469	50 %	128 840	23,5 %
Outremer Télécom	182 271	16,2 %	61 446	11 %	120 825	22,1 %
Dauphin Télécom	16 097	1,4 %	14 329	2 %	1 768	0,3 %
Total	1 124 999	100 %	577 153	100 %	547 846	100 %
Zone Réunion et Mayotte						
SRR	683 768	66 %	386 843	67,3 %	296 925	61 %
Orange Réunion	286 671	28 %	151 362	26,3 %	135 309	28 %
Dauphin Télécom	92 389	6 %	36 576	6,4 %	55 813	11 %
Total	1 062 828	100 %	574 581	100 %	488 047	100 %
Saint-Pierre-et-Miquelon						
SPM Télécom	3 109	100 %	1 074	100 %	2 035	100 %

2.2 Les tendances de consommation

5 - Les résultats de cette enquête ne sont pas publics.

Une étude commanditée par l'Autorité⁵ a mis en évidence que le mode de consommation des utilisateurs de téléphonie mobile était globalement comparable en outre-mer et en métropole.

Toutefois, les opérateurs mobiles en outre-mer proposent des offres mobiles spécifiques, telles que des tarifs préférentiels vers la métropole, pour s'adapter à la situation géographique particulière de la population qui entretient des liens étroits avec la métropole.

Il existe une autre différence entre la métropole et l'outre-mer : le prix moyen d'achat du terminal est plus élevé en outre-mer. Cette différence s'explique par une subvention moins forte du terminal par les opérateurs mais aussi par une plus grande proportion de clients avec cartes prépayées (la subvention étant principalement associée aux abonnements).

Enfin, s'agissant du marché mobile, le taux de pénétration de la téléphonie en outre-mer a atteint 99,2 % en septembre 2008⁶, contre environ 88 % en métropole.

6 - Source : suivi des indicateurs mobiles (SIM) de septembre 2008, publié sur le site de l'ARCEP.

3. Les marchés fixes

Les règles qui s'appliquent aux marchés des télécommunications en métropole s'imposent de la même manière en outre-mer.

7 - Décision de l'ARCEP n° 08-0896 du 29 juillet 2008.

Ainsi en est-il de la levée de la régulation des marchés de détail⁷ décidée par l'Autorité en 2008 pour se concentrer sur la régulation des marchés de l'interconnexion et de l'accès et sur les goulots d'étranglement, c'est-à-dire les prestations de départ d'appel et de terminaison d'appel.

L'analyse de marché de l'ARCEP a en effet permis de constater que les opérateurs disposent dorénavant d'offres de gros fonctionnelles et adaptées permettant de répliquer dans les départements d'outre-mer les services de France Télécom. Ainsi, les opérateurs de métropole et d'outre-mer ont-ils pu, au cours des dernières années, développer des services de voix sur large bande, en s'appuyant sur les offres de gros telles que le dégroupage et le *bitstream*.

En parallèle, les opérateurs alternatifs continuent de développer leurs offres fondées sur la sélection du transporteur qui constituent toujours sur les marchés résidentiels comme sur les marchés professionnels et entreprises une proportion importante du marché passé à la concurrence.

Enfin, l'offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique (VGAST) poursuit une croissance honorable, notamment en outre-mer où Outremer Télécom a été le premier opérateur à la mettre en œuvre à grande échelle en 2006.

B. Le renouvellement des licences GSM outre-mer

Les autorisations d'utilisation de fréquences délivrées pour le déploiement de réseaux mobiles 2G (GSM) arrivent prochainement à terme pour trois opérateurs en outre-mer : Digicel (8 décembre 2009), la Société réunionnaise du radiotéléphone (23 février 2010) et Orange Caraïbe (14 juin 2011).

8 - Cf. article L. 42-1 du CPCE.

Il appartient à l'Autorité, au regard des dispositions législatives⁸, de notifier au titulaire d'une autorisation d'utilisation de fréquences, dans des conditions objectives,

transparentes et non discriminatoires, les conditions de renouvellement ou le refus du renouvellement de l'autorisation d'utilisation de fréquences avant le terme de l'autorisation.

Préalablement à la notification des conditions de renouvellement des autorisations GSM à ces trois opérateurs, l'Autorité a engagé des travaux préparatoires pour recueillir, en toute transparence, les commentaires du secteur concernant le renouvellement de ces autorisations.

C'est dans ce cadre qu'une consultation publique décrivant notamment les modalités possibles de renouvellement des autorisations GSM de ces opérateurs a été lancée le 8 juillet 2008.

En se fondant sur les réponses à cette consultation, l'Autorité a approuvé, par ses décisions du 20 novembre 2008⁹, le renouvellement des trois autorisations GSM avec les mêmes attributions de fréquences. Elle a toutefois décidé de renforcer certaines obligations :

- ◆ les obligations de couverture sont renforcées (95 % de la population doit être couverte, dans chacun des départements ou collectivités autorisés, un an après la date de renouvellement, sauf en Guyane où cette obligation a été renforcée à 85 % de la population) ;
- ◆ l'offre de service minimale est élargie aux services de messagerie interpersonnelle et de transfert de données en mode paquet ;
- ◆ les exigences de qualité de service sont renforcées et étendues à de nouveaux services ;
- ◆ des obligations de transparence sont imposées en matière d'information du public sur la couverture mobile du territoire.

L'Autorité a notifié aux trois opérateurs les conditions de renouvellement de leur autorisation d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 MHz et 1 800 MHz, dans un courrier du 21 novembre 2008.

C. La 3G outre-mer

A la suite des marques d'intérêt exprimées par plusieurs acteurs, l'ARCEP a ouvert, le 30 janvier 2008, une procédure de délivrance au fil de l'eau d'autorisations 3G dans la bande 2,1 GHz en outre-mer. L'introduction de la 3G (UMTS) est une opportunité pour les populations d'outre-mer d'accéder, comme en métropole, à des services nouveaux et plus performants, que ceux de la 2G (GSM).

Depuis l'ouverture de la bande 2,1 GHz, trois opérateurs mobiles ont été autorisés dans chacun des départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion) et deux dans les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Aucune demande n'a encore été déposée pour les collectivités de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

9 - Décisions
n^{os} 08-1211, 08-1212
et 08-1213 fixant
les conditions
de renouvellement
des autorisations
d'utilisation de fréquences
dans les bandes 900 MHz
et 1800 MHz
respectivement de
Digicel AFG,
la Société réunionnaise
du radiotéléphone
et Orange Caraïbe.

Opérateurs 3G outre-mer

Départements Collectivités	Opérateurs
Guadeloupe	Guadeloupe Téléphone Mobile, Orange Caraïbe, Outremer Télécom
Guyane	Guyane Téléphone Mobile, Orange Caraïbe, Outremer Télécom
Martinique	Martinique Téléphone Mobile, Orange Caraïbe, Outremer Télécom
Réunion	Orange Réunion, Outremer Télécom, SRR
Saint-Martin Saint-Barthélemy	Orange Caraïbe, UTS Caraïbe

Les premières ouvertures commerciales 3G ont eu lieu dans le courant du troisième trimestre 2008 chez SRR, Orange Réunion, Orange Caraïbe et Outremer Télécom. Chacun des opérateurs autorisés à utiliser des fréquences dans la bande 2,1 GHz pour la 3G devra déployer d'ici 2013 un réseau qui couvrira au minimum 70 % de la population dans chacune des zones dans lesquelles il a été autorisé.

La procédure de délivrance au fil de l'eau d'autorisations 3G demeure ouverte à tout acteur souhaitant déployer un réseau mobile de troisième génération dans les départements et collectivités d'outre-mer. En effet, les opérateurs ne s'étant vu attribuer qu'une porteuse de 5 MHz duplex, il reste à ce jour au moins 45 MHz duplex disponibles dans chacun des départements ou collectivités d'outre-mer. Les opérateurs déjà autorisés peuvent également faire la demande d'une porteuse supplémentaire s'ils estiment en avoir besoin.

D. La baisse de la terminaison d'appel mobile dans les DOM

Rappel

Lors de l'analyse de marché de l'Autorité sur les DOM, menée en 2007, les opérateurs mobiles actifs sur ces zones ont été déclarés puissants sur le marché de gros de la terminaison d'appel vocal mobile sur leur réseau respectif. A ce titre, ces opérateurs sont soumis à des obligations réglementaires sur la période 2008-2010, qui sont proportionnées à leur taille respective. Aussi, Orange Caraïbe et SRR, qui possèdent chacun une très large part de marché sur leur zone, doivent-ils orienter vers les coûts leurs tarifs de terminaison d'appel. Les autres opérateurs ne doivent pas pratiquer de prix excessifs.

10 - Décision de l'ARCEP
n°07-0811 du
16 octobre 2007.

L'Autorité a imposé en 2007¹⁰ une baisse des tarifs de terminaison d'appel, qui demeuraient élevés en outre-mer selon les standards européens, sans que cela puisse s'expliquer par les structures de coûts des opérateurs. Il s'agit d'une baisse de 30 % à 50 % entre 2007 et 2009, par palier, qui aboutit pour 2008 à des tarifs de gros entre 10,5 c€ à 27,2 c€ la minute suivant l'opérateur. De telles baisses devraient être favorables au consommateur final si elles sont répercutées par les opérateurs sur les tarifs de détail, notamment sur le prix des appels fixe vers mobile, et permettre aux habitants d'outre-mer de bénéficier d'une concurrence plus dynamique.

La fixation de ces plafonds tarifaires s'appuie notamment sur la connaissance des structures de coûts des opérateurs mobiles des DOM, que l'Autorité cherche actuellement à affiner. C'est pourquoi l'ARCEP développe, en collaboration avec les opérateurs, un modèle technico-économique évaluant les coûts encourus par un

opérateur mobile générique implanté dans les DOM. Ce modèle permettra d'apprécier *in fine* les spécificités de ces zones géographiques.

Le 19 février 2009, à la suite de son entretien avec le président de l'Autorité, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer a annoncé que *"les moyens d'accentuer l'impact positif de la concurrence outre-mer sur les prix et les services ont été passés en revue"*.

Parmi les solutions identifiées pour favoriser la baisse des prix de la téléphonie en outre-mer, l'Autorité fixera à l'été 2009 les nouveaux plafonds tarifaires de terminaison d'appel des opérateurs ultramarins pour l'année 2010. Concrètement, l'Autorité précisera à SRR et Orange Caraïbe les modalités de leur obligation d'orientation vers les coûts et précisera aux opérateurs de taille plus modeste les modalités de leur obligation de non-excessivité des tarifs, au titre de l'année 2010.

Plafonds tarifaires fixés par l'Autorité dans le cadre de l'obligation d'orientation vers les coûts (en c€/min HT)

	avril à décembre 2005	2006	2007	2008	2009
Orange Caraïbe	20,56	16,44	13,16	11	8,7
SRR	19,65	15,72	12,57	10,5	8,5

Plafonds tarifaires fixés par l'Autorité dans le cadre de l'obligation de non-excessivité (en c€/min HT)

		2008	2009
Dauphin Télécom		24,9	16,7
Digicel		16	12,2
Orange Réunion		13	11
Outremer Télécom	Réunion, Mayotte	27,2	17,5
Outremer Télécom	Martinique, Guadeloupe	22,9	15,7
Outremer Télécom	Guyane	19,2	13,7
UTS Caraïbe		25,9	17,7

Source : ARCEP, plafonds tarifaires imposés au cours des deux exercices d'analyse de marché.

Par ailleurs, l'Autorité envisage de réguler les terminaisons d'appel SMS en outre-mer, incitant ainsi les opérateurs mobiles à proposer des offres de SMS illimités vers tous les réseaux comme cela se pratique en métropole.

E. L'accès des zones ultramarines au réseau mondial : les câbles sous-marins

Les câbles sous-marins, déterminants pour la desserte des DOM, font l'objet d'une régulation de la part de l'Autorité qui s'assure que l'ensemble des opérateurs peut y accéder dans des conditions satisfaisantes.

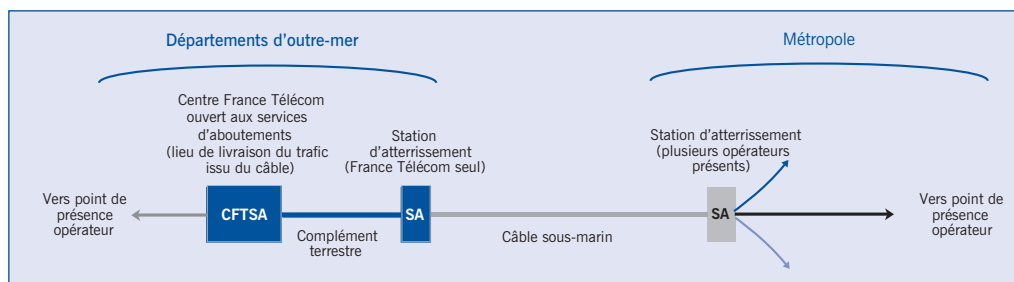
1. La régulation du marché des services de capacité et des câbles sous-marins

Pour proposer des offres de détail haut débit aux consommateurs, les opérateurs alternatifs ont recours aux offres de gros de France Télécom qu'ils collectent à un niveau départemental ou régional pour acheminer le trafic vers un point d'interconnexion avec les grands réseaux mondiaux et l'Internet situé à Paris.

Dans les départements d'outre-mer, les opérateurs doivent donc acheminer le trafic provenant de l'ensemble de leurs accès jusqu'à Paris, au moyen de câbles sous-marins. Le surcoût correspondant explique en grande partie l'écart entre les tarifs des offres haut débit dans les DOM et en métropole. Pour relier un DOM à la métropole ou des DOM entre eux, deux types d'offres de gros sont alors possibles : des services de capacité ou de transport IP.

L'offre de service de capacité se décompose généralement comme suit :

- ◆ une prestation de transport sur un câble sous-marin (offre de liaison louée de transport – LLT) achetée, entre deux stations d'atterrissage, à un opérateur qui détient des droits dans le consortium qui gère le câble ou qui dispose de l'accès physique à la tête de câble ;
- ◆ une prestation de complément terrestre, entre la station d'atterrissage et le point de présence (POP) de l'opérateur client : dans ce cas, l'offreur dispose de ses propres équipements dans la station d'atterrissage.



L'offre de liaison louée de transport métropole-Réunion déroge à cette architecture ; il s'agit d'une prestation de bout-en-bout qui comprend à la fois le segment sous-marin et le complément terrestre.

2. L'action de l'ARCEP

Les câbles sous-marins, déterminants pour la desserte de ces territoires en haut débit, font l'objet d'une régulation de la part de l'Autorité qui est intervenue à plusieurs reprises pour améliorer la situation du marché des offres de gros métropole-DOM ou inter-DOM. Elle a adopté, en mai 2004, deux décisions¹¹ de règlements de différends au terme desquelles les offres de liaisons louées de transport et de transport IP ont été créées à la Réunion. L'Autorité a ensuite adopté, en septembre 2006, une décision¹² d'analyse des marchés de services de capacité qui vise l'ensemble des DOM.

Par cette décision, l'ARCEP a défini six marchés interterritoriaux pertinents pour les services de capacité transitant sur les routes :

- ◆ métropole-Martinique ;
- ◆ métropole-Guadeloupe ;
- ◆ métropole-Guyane ;
- ◆ métropole-Réunion ;
- ◆ Martinique-Guyane ;
- ◆ Martinique-Guadeloupe.

11 - Décisions de l'ARCEP
n°s 04-375 et 04-376
du 4 mai 2004.

12 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0592
du 26 septembre 2006.

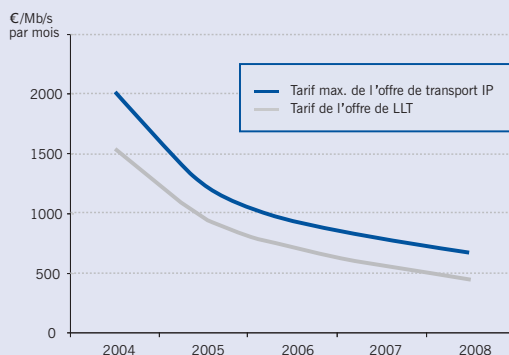
Elle a considéré que France Télécom exerçait une influence significative sur ces marchés, caractérisés par l'existence d'infrastructures difficilement répliquables et d'importantes économies d'échelle et de gamme de l'opérateur historique.

En conséquence, France Télécom s'est vu imposer la publication d'une offre de référence à un tarif régulé, notamment une orientation vers les coûts des tarifs de colocalisation des équipements dans les CFTSA, et de complément terrestre, ainsi que des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable.

3. Baisse des tarifs de gros à la Réunion

Au cours des quatre dernières années, les tarifs de gros de services de capacité, initialement fixés autour de 16 000 € par Mb/s et par mois pour la desserte de la Réunion, ont été divisés par plus de 30. Compte tenu des surcoûts liés à l'éloignement géographique et au trafic plus limité, le niveau atteint reste cependant structurellement supérieur aux tarifs de collecte de métropole.

Evolution des tarifs des offres de transport IP et de LLT de France Télécom à la Réunion



Panorama des câbles sous-marins raccordant les DOM

La région océan Indien

La Réunion

La Réunion est desservie depuis juin 2002 par le câble SAT-3/WASC/SAFE, long de 27 850 km. Il comprend deux segments : le segment SAT-3/WASC qui relie l'Espagne à l'Afrique du Sud, et le segment SAFE qui relie l'Afrique du Sud à l'Inde, respectivement mis en service en 2000 et 1999. Le financement de ce câble a été assuré via un investissement initial de 600 millions de dollars consenti par un consortium regroupant 36 membres.



Mayotte

Mayotte sera prochainement desservie par un nouveau câble sous-marin, le câble EASSY (Eastern African Submarine Cable System) qui desservira les pays d'Afrique de l'Est. Ce câble long de 10 500 km nécessite un investissement de 248 millions de dollars. Géré par un consortium d'opérateurs privés en partenariat avec la Banque mondiale, sa mise en service est prévue pour le premier semestre de 2010.

La région caribéenne

Le câble ECFS

Long de 1 730 km, le câble ECFS (East Caribbean Fiber System), qui relie les Iles Vierges britanniques à Trinidad, a été mis en service en 1995. Il est le premier câble fibre optique à atterrir en Guadeloupe. Détenu notamment par Cable & Wireless, France Télécom et AT&T, il est utilisé pour assurer la liaison entre la Martinique et la Guadeloupe, ainsi qu'entre la Guadeloupe et les Iles du Nord (via Saint-Martin) et les connecter à Porto Rico et Miami.

Ce câble pourrait être proche de la saturation. On observe un certain degré de concurrence pour la commercialisation de la bande passante sur le câble ECFS. Toutefois, France Télécom, membre du consortium, posséderait un monopole d'entrée dans les stations d'atterrissage sur le territoire français.

Le câble Americas II

Le câble Americas II, qui relie le Brésil à la Floride en passant par la Guyane et la Martinique (8 330 km), a été mis en service en 2000.

Au vu des informations dont dispose l'Autorité, rien ne semble empêcher les opérateurs alternatifs de faire jouer la concurrence entre les différents opérateurs actionnaires du consortium Americas II. Néanmoins, France Télécom, membre du consortium, posséderait un monopole d'entrée dans les stations d'atterrissage sur le territoire français.

Le câble GCN

La région Guadeloupe a décidé de promouvoir la construction d'un câble sous-marin alternatif à ECFS pour raccorder la région à l'Internet mondial au niveau de Porto Rico, en passant par Saint-Martin et Saint-Barthélemy. En novembre 2004, une délégation de service public a ainsi été conclue avec la société Global Caribbean Network, filiale du groupe Loret, pour la pose et l'exploitation de ce câble. Le périmètre de la délégation de service public a été élargi pour permettre la desserte de l'île de Sainte-Croix et ainsi créer un raccordement supplémentaire à l'Internet mondial. Le câble est désormais long de 890 km.

Mis en service en octobre 2006, ce câble, dont l'investissement initial s'élève à 25,3 millions d'€, a été financé à hauteur de 66 % par les fonds FEDER et la région Guadeloupe. Il a permis une baisse des tarifs de transport IP à 375 €/Mb/s, et un accroissement de la concurrence en matière de fourniture d'offres de gros de transport de données.

Le câble MCN

Un troisième câble desservant la Martinique, long de 240 km, construit par une autre filiale du groupe Loret, la société Middle Caribbean Network (MCN), a été mis en service en novembre 2007. Il vient prolonger le câble GCN.

Le projet, d'un montant de 7,6 millions d'€, a bénéficié d'aides publiques, grâce au fonds FEDER (à hauteur de 2,8 millions d'€) et aux régions Guadeloupe et Martinique (à hauteur de 460 000 € chacune). Il a permis une baisse des tarifs de transport IP à 450 €/Mb/s.

Le projet de câble SCF

Une troisième filiale du groupe, Southern Caribbean Fiber (SCF), projette de construire une extension du câble MCN vers le Sud, jusqu'en Guyane. Ce projet s'inscrirait dans le cadre d'un partenariat avec le conseil régional de la Guyane notamment.



La structure juridique des câbles sous-marins et les enjeux concurrentiels

La plupart des câbles sous-marins existants sont régis par des contrats de droit privé – dits accords de construction et maintenance – associant plusieurs exploitants de communications électroniques. Ces accords précisent notamment l'axe suivant lequel le câble est construit, la technologie utilisée, la capacité totale du système, la date de mise en service du câble et les modalités contractuelles de participation au consortium. Ils associent non seulement les opérateurs de communications électroniques situés à chaque extrémité de la liaison, mais également tout exploitant international dont les besoins en capacité justifient la participation. Dans la quasi-totalité des cas, cette participation n'est plus ouverte au-delà de la date de mise en service du câble.

La capacité totale du système appartient souvent en indivision aux membres du consortium. Elle se répartit entre, d'une part, la capacité à laquelle ont souscrit les copropriétaires pour satisfaire leurs besoins propres à court et moyen terme et, d'autre part, la capacité dite de réserve commune. Chacun des membres du consortium détient un certain nombre d'unités d'investissement, qui déterminent ses droits de vote. Il peut accroître sa participation en souscrivant de nouvelles unités d'investissement provenant de la capacité de réserve. Les opérateurs extérieurs au consortium peuvent accéder au câble par l'achat de capacité ou éventuellement de droits irrévocables d'usage (IRU).

Les accords qui régissent les câbles existants ont été conçus avec le souci d'inciter les investisseurs potentiels à apporter une participation financière avant la date de mise en service du câble. A cette fin, ils peuvent contenir des dispositions opérant une différenciation nette entre copropriétaires et opérateurs extérieurs au consortium, notamment en matière d'accès à la capacité et de tarification. La structure juridique des câbles sous-marins est donc susceptible d'agir comme barrière à l'entrée en créant une dissymétrie entre les entreprises déjà installées et les entrants potentiels. Afin de répondre à ces enjeux, l'Autorité régule les câbles sous-marins en faisant en sorte que l'ensemble des opérateurs puissent y accéder dans des conditions satisfaisantes.